

Karen Haslam

Robert Provost

Numéro 67, mai 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/42717ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Provost, R. (1992). Karen Haslam. *Liaison*, (67), 10–11.

QUESTIONS & RÉPONSES

propos recueillis par Robert Provost

Enseignante de profession, élue à Queen's Park pour la première fois en septembre 1990, nommée ministre de la Culture et des Communications de l'Ontario en août 1991, Karen Haslam fait face à des choix ardu, surtout dans le contexte économique qui prévaut actuellement. C'est dans cette perspective qu'elle a accepté de répondre aux questions de *Liaison*.

Dans son rapport RSVP – Clefs en main, le Groupe de travail pour une politique culturelle des francophones de l'Ontario recommande la création d'une division franco-ontarienne au sein de votre ministère. Êtes-vous en faveur de la mise en place d'une telle structure ?

Les gens de mon ministère et moi-même prenons très au sérieux les recommandations contenues dans ce rapport. C'est

pour cette raison que nous avons mis sur pied un comité consultatif chargé de voir comment nous pouvons y donner suite. Les membres de ce comité ont un an pour me dire de façon précise où nous devons venir en aide au sec-

teur culturel franco-ontarien et comment nous pouvons le faire dans le mesure de nos moyens. Peut-être auront-ils d'autres solutions à nous proposer, toujours dans le but de répondre aux attentes contenues dans RSVP. Il ne faut cependant pas perdre de vue que nous sommes dans une situation très difficile sur le plan économique. Les gens du comité en sont conscients et connaissent bien nos contraintes. Ils savent comment nous fonctionnons au gouvernement. Je m'attends donc à ce qu'ils nous disent ce qui peut être fait... tout en demeurant réalistes.

Est-ce que la difficile situation économique que traverse l'Ontario pourrait vous forcer à remettre à plus tard certaines recommandations du Groupe de travail pour une politique culturelle des francophones de l'Ontario ?

Ce n'est pas une question de délai mais plutôt de savoir ce que le comité peut recommander. Peut-être trouvera-t-il de nouvelles façons de faire les choses. Ce qui est contenu dans le rapport RSVP ne passe pas par une seule voix. Il peut y avoir des façons différentes de répondre aux attentes des francophones. La question des coûts, par exemple, revient dans toutes les sphères du ministère. Nous avons présentement une stratégie en matière de télécommunications; or, j'attends bientôt un rapport sur l'accès des communautés culturelles aux différents programmes de ce secteur. Tout ça se présente dans une situation économique difficile, mais nous pouvons quand même agir. Il y a peut-être des moyens différents pour atteindre un même objectif.

La question des coûts est aussi très préoccupante pour les centres culturels qui cherchent un financement de base. Avez-vous une formule ou un projet pour répondre à leurs attentes ?

Les centres culturels ne sont pas les seuls qui offrent des services dans le secteur des arts et qui doivent composer avec cette situation. De telles attentes ne sont pas particulières aux Franco-Ontariens. Plusieurs organismes des communautés culturelles, plusieurs galeries d'art dites alternatives, sont dans la même situation. Sensible à tous les groupes qui n'ont pas eu, dans le passé, un accès équitable aux programmes de soutien, mon ministère se penche actuellement sur l'épineuse question des critères d'admissibilité. Il n'y a tout simplement pas assez d'argent, à l'heure actuelle, pour répondre à toutes

Ce qui est contenu dans le rapport RSVP ne passe pas par une seule voix. Il peut y avoir des façons différentes de répondre aux attentes des francophones.

les demandes et c'est justement la plus grande partie du problème. Je sais que la formule de projets n'est pas la solution idéale, mais pour l'instant je n'ai pas d'autres alternatives à offrir. Tout ce que je peux m'engager à faire, c'est de réévaluer les ressources financières dont je dispose et voir s'il est possible de faire davantage avec les mêmes moyens.

En raison des difficultés économiques que traverse l'Ontario, avez-vous parfois l'impression que votre ministère se trouve au bas de la liste des priorités gouvernementales ?

Absolument pas ! L'expérience de la dernière année démontre bien que le secteur des arts et de la culture est important pour notre gouvernement. Le Conseil des arts a reçu plus de 7 millions de dollars en nouveaux octrois. De plus, le Centre d'édition de l'Ontario a été créé et doté d'un budget de 5 millions de dollars, ce qui est aussi une nouvelle mise de fonds. Quant aux restrictions que le gouvernement pourrait imposer dans son prochain budget, mon ministère demeure sur un pied d'égalité avec tous les autres ministères. Chacun aura des choix difficiles à faire, car chacun aura de nouvelles initiatives à réaliser.

Certains organismes voudraient qu'une de ces nouvelles initiatives soit une plus grande autonomie pour La Chaîne française de TVOntario. Comment réagissez-vous à une telle requête ?

Comme vous le savez, j'ai récemment nommé un nouveau président à la tête de TVOntario. Je prévois le rencontrer sous peu pour discuter de mes priorités et je peux vous dire que La Chaîne sera à l'ordre du jour de nos discussions. Mais il appartiendra au président et au conseil d'administration de voir comment il est possible d'améliorer l'accès à notre télé éducative, tant anglaise que française. Actuellement, plusieurs groupes – non seulement des francophones de souche mais aussi des gens des communautés culturelles – nous disent que La Chaîne ne leur rend pas justice. De plus, certains membres des partis d'opposition s'inter-



rogent sur le fait que La Chaîne reçoit 30 % du budget de TVOntario alors qu'elle ne rejoint que 8 % de la population. Il y a toutes sortes de questions à l'ordre du jour...

Madame la Ministre, quelles sont vos priorités pour l'année 1992-1993 ?

Les petites communautés sont toujours au coeur de mes priorités. Je veux aussi m'intéresser aux gens qui n'ont pas un accès équitable aux services offerts par mon ministère, particulièrement les communautés rurales et celles du Nord de la province pour qui l'accès aux programmes pose un problème majeur.

Karen Haslam :
«Chaque ministère aura des choix difficiles à faire, car chacun aura de nouvelles initiatives à réaliser».